

Convention collective
IDCC : 3205. – COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION
(agents de maîtrise, cadres et assimilés)
(16 octobre 2014)

AVENANT N° 0919 DU 4 AVRIL 2019
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} AVRIL 2019
NOR : ASET1950676M
IDCC : 3205

Entre :
FNCC,
D'une part, et
FGTA FO ;
FNAA CFE-CGC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant fixe les salaires minima conventionnels pris en application de l'accord de classification du 25 janvier 2018. Ces minima sont établis sur la base des classifications applicables dans la branche qui ne font aucune distinction entre les sexes quels que soient les postes.

Cet avenant de par sa nature concerne toutes les entreprises quelle que soit leur taille d'effectif.

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Le présent avenant s'applique aux salariés entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du personnel des coopératives de consommateurs et a pour objet de déterminer les évolutions des salaires minima pour l'année 2019 sur la base de la durée légale du travail.

Article 2

Revalorisation des salaires minima

Les parties signataires du présent avenant conviennent des modalités suivantes de revalorisation des salaires minima pour l'année 2019.

(Voir page suivante.)

GROUPE	SALAIRE MENSUEL MINIMAL
1	1 521,50
2	1 526,50
3	1 531,00
4	1 534,50
5	1 556,43
6	1 616,34
7	1 731,94
8 a	2 014,64
8 b	2 133,39
9 a	2 230,08
9 b	2 908,99

Article 3

Date d'application

Les dispositions du présent avenant sont applicables au 1^{er} avril 2019.

Article 4

Égalité professionnelle femmes-hommes

Les partenaires sociaux rappellent qu'ils ont signé le 27 octobre 2016 un accord de branche sur l'égalité professionnelle et qu'ils attachent un soin tout particulier au suivi des écarts de rémunération entre femmes et hommes dans l'analyse annuelle du rapport de branche.

Les partenaires sociaux demandent aux entreprises de la branche, que ce soit par l'application des dispositions de l'accord de branche, de leurs propres accords ou dans le cadre de la publication et de l'analyse de l'index de l'égalité femmes/hommes d'intensifier leurs efforts pour résorber les écarts constatés dans le cadre de plans d'actions prévoyant des outils de suivi.

Article 5

Mentions obligatoires. – Formalité. – Publicité

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée et pourra être révisé selon les conditions prévues par le code du travail. Il pourra être dénoncé par les parties signataires dans les conditions prévues par le code du travail.

Cet avenant fera l'objet des formalités de dépôt prévues aux articles L. 2231-6 et suivants du code du travail et d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 4 avril 2019.

(Suivent les signatures.)